

La promesse oubliée de François Hollande

LE MONDE | 31.07.2013 à 10h48 • Mis à jour le 31.07.2013 à 11h52



François Hollande lors de son discours au Bourget, le 22 janvier 2012. | Jean-Claude Coutausse

Editorial. *Si je reçois le mandat du pays d'être le prochain président, je ne veux être jugé que sur un seul objectif : (...) est-ce que les jeunes vivront mieux en 2017 qu'en 2012 ? Je demande à être évalué sur ce seul engagement, sur cette seule vérité, sur cette seule promesse ! (...) Ce n'est pas un engagement à la légère que je prends. C'est pour mobiliser toute la nation par rapport à cet enjeu." C'était le 22 janvier 2012 au Bourget, le candidat François Hollande s'adressait à une jeunesse "trahie", "sacrifiée, abandonnée, reléguée" et proclamait : "C'est pour la jeunesse de notre pays que je veux présider la France."*

Un mois avant son élection, le 4 avril 2012 à Rennes, M. Hollande avait confirmé cette "seule priorité" en annonçant qu'"un grand ministère d'Etat consacrerait cette ambition". Mais en lieu et place du "ministère de l'éducation, de la jeunesse, de l'avenir" promis, le gouvernement s'est retrouvé classiquement et banalement doté, avec Valérie Fourneyron, d'une ministre des sports... et de la jeunesse. Aujourd'hui, un jeune de moins de 25 ans sur quatre est au chômage et, selon une étude du cabinet Deloitte, 27 % des jeunes diplômés veulent travailler hors de France, contre 15 % en 2012. La jeunesse reste "sacrifiée, abandonnée, reléguée".

Certes, on n'est pas en présence d'un exode massif des jeunes cerveaux qui, dès leurs études, goûtent aux charmes de la mondialisation. Et la crise n'est pas l'unique raison de l'augmentation de l'envie de travailler à l'étranger. Le principal mal français réside dans l'échec scolaire qui grossit les rangs de ceux qui arrivent sur le marché du travail sans diplôme et qui n'ont, évidemment, pas les moyens financiers de choisir l'expatriation. Si la mobilité, y compris internationale, peut être souhaitable, la

hausse des vellétés de [travailler](#) hors de France sonne comme une alerte et, pour le président de la République, comme un rappel.

En dépit des promesses rien ne change pour la jeunesse. Il reste quatre ans à M. Hollande pour réaliser son ambition et il n'est pas resté inerte. Malgré les contraintes budgétaires, il a confirmé sa priorité à l'éducation nationale, avec 60 000 postes supplémentaires prévus en quatre ans, mais ce choix quantitatif peut-il, à lui seul, [venir](#) à bout de l'échec scolaire ? Le président a lancé des "emplois d'avenir" pour les jeunes en mal d'insertion, et inventé le "contrat de génération", mais les emplois aidés sont une panacée, pas forcément une solution. Un plan européen pour l'[emploi](#) des jeunes a été esquissé et l'apprentissage va être développé.

Mais la fracture générationnelle est toujours là. Le 12 mars à Dijon, M. Hollande en a fait "un risque pour notre cohésion nationale". "Faites confiance aux jeunes, a-t-il lancé, parce que vous permettrez à la confiance dans le pays de [revenir](#)." Il faut aussi que les jeunes retrouvent cette confiance en leur [avenir](#) qui fait tant défaut. Cela ne se fera pas sans réformes tant du système éducatif que du marché du travail. Président, n'oubliez pas votre promesse !